

Mémoire des sages de la Guinée forestière sur les tueries de Zogota

Introduction :

La République de Guinée, pays potentiellement riche en ressources minières, hydriques, agricoles, fait aujourd'hui la convoitise de multiples Sociétés et Projets tant dans le domaine de l'exploitation minière que dans d'autres secteurs touchant la vie économique et sociale du pays.

L'arrivée de ces Sociétés et Projets a été une source d'espoir pour le peuple de Guinée en général et pour la jeunesse en particulier.

C'est dans ce cadre que la Région Forestière a eu le privilège d'abriter plusieurs Sociétés minières dont VALE BSGR qui évolue à Zogota dans la CRD de Kobéla.

L'installation de cette Société à Zogota avait suscité au départ un regain d'espoir au sein des communautés riveraines, mais nous constatons aujourd'hui que les activités de cette Société ne répondent pas aux attentes de ces communautés ; ce qui est à l'origine de la présente crise.

1- Contexte

A l'installation de cette Société en 2008, comme l'exige le code minier, les communautés riveraines devraient être assistées dans leur développement socio-économique notamment en terme de :

- L'emploi des jeunes du terroir
- La réalisation des infrastructures communautaires (école, poste de santé, maison des jeunes, piste rurale, etc.)
- Le respect du patrimoine culturel
- La création des activités génératrices de revenu

- Le respect des normes environnementales
- Le paiement des taxes de superficie

Dans l'esprit de ce code, la Société VALE- BSGR durant sa période d'exercice n'a réalisé que quelques infrastructures dont des maisons de jeunes, des forages, des paiements de taxes de superficie.

Si sur le plan des infrastructures il ya eu un début d'exécution, il faut cependant déplorer la mauvaise gestion des taxes de superficie par l'ingérence néfaste de l'Autorité Préfectorale et la non transparence dans le recrutement des riverains par la Société sous l'influence des tiers et de l'Autorité Préfectorale.

2- Genèse

La crise actuelle puise sa source à partir de l'opération de transfert du personnel et des compétences de la Société ODEBRECHT à ZAGOPE en 2011.

Dans ce transfert, il était prévu que tous les travailleurs dont plusieurs riverains soient repris par la Société ZAGOPE avec tous les avantages liés à leur fonction.

Aussi, il existait une solide relation entre les populations riveraines et la Société ODEBRECHT qui avait pris en compte la majeure partie de leurs préoccupations. Avec la nouvelle Société ZAGOPE, sous-traitant de VALE-BSGR, non seulement la reprise des employés n'a pas été totale, mais aussi plusieurs de leurs besoins n'ont pas été pris en considération ; cause primordiale ayant suscité la colère des populations.

De cette situation, tous les neuf (9) villages concernés se sont concerté en vue de mener ensemble une démarche visant à restaurer leurs droits hypothéqués.

Dans cette optique, une plateforme revendicative a été rédigée à l'intention du Gouverneur sortant, revendications axées sur les points suivants :

- La destruction des lieux de culte rituel

- La pollution des cours d'eau prenant leurs sources dans le massif Le remplacement des responsables des ressources humaines de ZAGOPE par des compétences reconnues.

- Le recrutement des représentants des communautés riveraines dans le département des relations communautaires de VALE.

Cette plateforme revendicative a été transmise à l'Autorité pour examen et disposition à prendre. A cette occasion, Monsieur le Préfet au lieu de sensibiliser les populations par rapport à leurs revendications, s'est plutôt mis à proférer des menaces et injures à leurs endroits.

Il est à signaler qu'au temps du Gouverneur sortant, plusieurs rencontres avaient été initiées autour de cette plateforme par des acteurs (Personnes ressources, Société Civile, Partis politiques, confessions religieuses) en vue d'une solution à l'amiable.

Fort malheureusement, Monsieur le Préfet ne s'est jamais prêté à la question pour des raisons inavouées.

Ces démarches n'ayant pas connues de suite favorable, les communautés des neufs (9) villages riverains ont déposé une seconde plateforme revendicative à l'actuelle Autorité Régionale.

A la date du 04 juillet 2012, Monsieur le Gouverneur de Région, après examen, a transmis la plateforme à Monsieur le Préfet avec instruction d'examiner et de rendre compte immédiatement.

Après un mois d'attente, aucune suite favorable n'a été donnée à leur requête.

Cependant, Monsieur le Préfet a réagit au cours d'un second entretien avec les représentants des riverains en ces termes : « Je suis le contrepoids du désordre, si vous sortez, vous me trouverez sur votre chemin car je dispose d'une force de frappe composée des militaires des policiers et des gendarmes pouvant rétablir l'ordre dans la cité ».

Cette attitude négative de Monsieur le Préfet a poussé la population riveraine au soulèvement.

Ainsi, dans la nuit du 30 juillet 2012, Monsieur le Gouverneur, informé du soulèvement des populations riveraines, a pris des contacts sérieux avec des personnes ressources en vue de désamorcer la situation, mais en vain.

En réponse aux propos démobilisateurs de Monsieur le Préfet, les populations des neufs (09) villages intéressés ont procédé au blocage des voies d'accès menant au site de la Société avec les troncs d'arbres dans la nuit du lundi 30 juillet 2012.

Poursuivant ses prises de contact, Monsieur le Gouverneur de Région, entouré de ses principaux collaborateurs, de la Société Civile, d'un Sage et des représentants de la Coordination des jeunes s'est aussitôt rendu à Koulé pour une rencontre avec les représentants des communautés en vue d'un apaisement devant aboutir à la résolution du conflit.

La délégation dirigée par Monsieur le Gouverneur de Région a abouti à un accord de principe exigeant une rencontre tripartite entre autorités Gouvernementales, Société

VALE-BSGR et représentants des communautés autour de ladite plateforme. Un délai de trois (3) jours a été retenu pour le déroulement de la négociation au Gouvernorat en vue d'une solution apaisée et acceptée de tous.

A préciser que cette rencontre qui devait avoir lieu n'a pu être organisée du fait qu'une visite d'une délégation Régionale a été programmée sur le site.

Le mercredi 1^{er} Aout 2012, aux environs de 9 heures, Monsieur le Gouverneur, informé par la direction de la Société VALE-BSGR des dégâts causés sur le site, a invité l'équipe de négociation à se rendre en sa compagnie sur les lieux pour les faits de constat.

Y étant, durant trois (3) heures, la mission a sillonné toutes les installations de la Société sur le Mont Yonon et environnement. Le constat fait sur les dégâts était considérable.

Cependant, la mission n'a pas constaté de perte en vie humaine sur les lieux.

A la délégation Régionale se sont joints deux ressortissants des communautés riveraines, membre de l'ONG ADRI YONON venu de Conakry pour la circonstance.

Au retour de la mission à N'zérékoré, une réunion urgente s'est tenue dans la salle de conférence du Gouvernorat pour tirer les leçons de cette visite.

Au cours de cette réunion, les décisions suivantes ont été prises :

- La restauration de l'autorité de l'Etat dans toute sa rigueur
- L'interpellation des neuf (9) signataires de la plateforme revendicative

A la fin de la réunion, les deux membres de l'ONG ADRI YONON indexés par Monsieur Faounda CAMARA, Sous-préfet de Koulé comme étant les instigateurs du pillage des installations de la société VALE-BSGR ont été interpellé par le Colonel SOUMAH de la Gendarmerie pour les besoins d'enquête. Séance tenante, Monsieur le Gouverneur a informé l'assistance de l'arrivée d'une importante mission gouvernementale composée de cinq ministres a savoir :

Le Ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Emploi jeune

Le Ministre des Affaires Etrangère

Le Ministre Délégué à la Sécurité

Le Ministre des Mines et de la Géologie

Le jeudi 02 Aout 2012, aux environs de 11 heures, cette délégation est arrivée à N'zérékoré par vol spécial. Elle a été reçue à l'aéroport par les autorités Régionales, Préfectorales et Militaires.

De l'aéroport, la mission s'est rendue directement à Zogota sans prendre contact avec la notabilité et l'équipe de négociation. A son retour, aux environs de 17 heures, elle a tenue une réunion restreinte à l'hôtel Nimba.

La même nuit, une mission mixte (armée, police, gendarmerie à bord de quinze (15) véhicules dont un camion militaire venus de Macenta, a attaqué le village Zogota aux environs de 1 heure du matin.

Cette attaque s'est soldée par la mort de cinq (5) personnes dont Nyankoye Kolié président du district et un notable de 102 ans, trois blessés dont deux amputés de bras et un blessé à l'abdomen et l'arrestation de Sept (7) autres.

Sur le chemin de retour, trois des véhicules des assaillants dont un camion de C.M.I.S de Macenta, celui de N'zérékoré et une Pik- up de la Fossepel gendarmerie de N'zérékoré ont été abandonnés sur le champ.

Le vendredi 03 Aout 2012, le Patriarche ayant reçu l'information de cette descente musclée des forces de l'ordre à Zogota, a aussitôt attiré l'attention de Monsieur le Gouverneur de Région, qui s'est rendu en compagnie de la Délégation Gouvernementale au siège du Conseil des Sages pour le compte rendu de leur mission éclair à Zogota.

Dans son compte rendu de circonstance, le porte parole de la Délégation en l'occurrence Monsieur Nyankoye Edouard LAMAH, Ministre des Affaires Etrangères, s'est appesanti plutôt sur l'importance des dégâts qu'il a estimé à plus de cent millions de Dollars US sans faire état de mort d'hommes.

Séance tenante, le Patriarche a informé la Délégation Gouvernementale de ce qu'il ya eu assassinat de cinq (5) personnes et des blessés à Zogota dans la nuit du vendredi.

Cette information a été catégoriquement démentie par le porte parole de la mission précisant n'avoir pas constaté sur le terrain des cas de mort ni être informé de cette tragédie. Pour tant, la Délégation Gouvernementale avant de rendre visite au Patriarche, s'est rendue à l'hôpital Régional au chevet des agents des forces de l'ordre blessés au cours de l'opération nocturne à Zogota.

Pour la vérification de cette information, le patriarche a suggéré que la mission mette à sa disposition deux véhicules pour lui permettre d'envoyer une délégation sur le terrain et ensuite proposé à la Délégation Gouvernementale d'attendre le retour de ses envoyés pour élucider les faits et éclairer la religion de tout un chacun. En réponse, le porte parole de la mission a précisé que la mise des moyens de déplacement à la disposition du Patriarche relevait des autorités locales auxquelles la mission rendrait compte à son retour.

Sur insistance du patriarche, le Préfet a promis de fournir les véhicules et la mission Gouvernementale devait attendre le compte rendu des envoyés du Patriarche à Zogota avant de prendre le départ pour Conakry.

De retour à l'hôtel, la Délégation Gouvernementale ayant appris la confirmation de mort d'hommes à Zogota, son porte parole Monsieur Nyankoye Edouard LAMAH, a joint par téléphone un des membres du Bureau des Sages, en lui demandant d'enterrer les corps sans les photographier ni filmer et la Délégation a pris le départ pour Conakry sans tenir informer le patriarche.

Celui-ci, ayant attendu vainement l'arrivée des véhicules promis, a fini par prendre l'initiative d'envoyer avec ses propres moyens, une mission de constat composée des représentants du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme ; des Avocats Sans Frontière ; de l'Eglise Catholique ; de la Coordination des Associations de la Jeunesse Forestière ; le Même Droit pour Tous (MDT) ; un journaliste ; un Caméra man.

A son retour, cette mission a mis à la disposition du patriarche des preuves de l'assassinat des cinq personnes, des blessés et la présence des trois véhicules abandonnés par les forces de l'ordre.

Suite à ce compte rendu, le Patriarche a rencontré Monsieur le Gouverneur de Région pour lui rendre compte des faits réels constatés sur le terrain. A cette occasion, il lui a demandé le retrait des forces de l'ordre dans la zone, proposé la libération des détenus, souhaité connaître le nom du commanditaire de la mission des forces de l'ordre qui a attaqué nuitamment le village de Zogota et solliciter l'autopsie des corps avant leur inhumation.

Après plusieurs séances de sensibilisation et d'information des communautés victimes, l'inhumation des corps a eu lieu le lundi 06 Aout 2012 à 14 heures à Zogota.

Quant aux blessés de cette fusillade, ils se trouvent présentement au centre hospitalier de N'zérékoré aux frais de leurs parents.

Malgré les dispositions prises par le Patriarche en vue de désamorcer la crise, quelques agents en uniforme en poste sur le site de la société procèdent à des arrestations arbitraires des riverains et les dépouillent de leurs biens (argent, motos, téléphones, etc.).

Dans la journée du lundi 06 aout 2012, alors que les cérémonies d'inhumation étaient en cours à Zogota, deux camions grue de la Société VALE-BSGR escortés par deux pick-up chargés d'agents en uniforme se rendaient à Zogota pour l'enlèvement des trois véhicules abandonnés sur les lieux par les forces de l'ordre après leurs opérations nocturnes.

3- Analyse de la situation

Au regard de tout ce qui précède, nous estimons que cette crise a été provoquée par les autorités préfectorales par entre autres :

- La mauvaise gestion de la crise par l'autorité préfectorale et certains chefs de service de sécurité et de défense par l'intervention disproportionnée des forces de l'ordre sur le terrain

- L'ingérence de l'autorité préfectorale dans la gestion des taxes de superficie et la modification de leurs clés de répartition au détriment des bénéficiaires
- La marginalisation des riverains dans le recrutement du personnel de la société.
- Le manque de collaboration franche entre le Département des relations communautaires de la société et les populations riveraines
- Le mépris de l'autorité préfectorale à l'égard de ces communautés
- La destruction des lieux de culte
- Le mécontentement des travailleurs illégalement compressés

5- Suggestions

Après analyse de cette situation, nous membres du Conseil des Sages de N'zérékoré suggérons ce qui suit :

- L'ouverture d'une enquête autour de la tuerie et l'extradition des auteurs et commanditaires devant les tribunaux
- La prise en charge médicale de tous les blessés
- La libération de tous les détenus interpellés dans cette affaire
- Le départ de N'zérékoré de tous les cadres civiles et militaires impliqués dans cette tuerie notamment le Colonel SOUMAH de la Gendarmerie Régionale et Monsieur HASSAN SANOUSSI Préfet, pour apaiser l'esprit des populations en général et des victimes en particulier
- La mise en place d'un comité de gestion des taxes de superficie et autres bénéfices au niveau des communautés

- La prise en compte des besoins d'emploi des communautés riveraines en fonction des compétences requises
- La mise en place d'un cadre de concertation entre le Département chargé des Relations communautaires et les populations riveraines
- La prise en compte effective des préoccupations des communautés par les autorités à tous les niveaux
- La restauration et la protection des lieux de culte profanés ou pouvant être affectés par les activités de la société
- Le respect du code de travail et de la législation du travail en République de Guinée.
- L'encouragement de l'esprit de dialogue entre la société et les communautés riveraines pour une solution pacifique et durable à tous les conflits
- L'encouragement et le soutien à toutes les démarches visant au maintien et à la prospérité de la société VALE-BSGR en Région Forestière
- La création d'une Commission mixte de prévention et de gestion des conflits entre la Société et les riverains

6- Conclusion

En conclusion, le souhait des Sages, des femmes, des jeunes et de la Société Civile n'est pas le départ de la Société VALE-BSGR de N'zérékoré, car elle constitue pour nous un atout très important pour le développement socio-économique de notre Région.

Nous reconnaissons l'effort que déploie cette société dans le cadre du bien être de nos communautés en dépit des mauvaises intentions des cadres ennemis de notre Région qui œuvrent à ternir notre image de marque vis-à-vis des partenaires au développement.

Le bureau du Conseil des Sages adresse ses condoléances à la population de Zogota en général et singulièrement aux familles éplorées et déplore les dégâts causés à la Société VALE-BSGR

Par la même occasion, il adresse ses remerciements à la coordination des Associations des Jeunes, des femmes, à la société Civile et aux personnes ressources qui ont contribuées à l'apaisement de cette situation.

Singulièrement au Colonel Dr Rémi LAMAH, Directeur des services de santé de l'Armée pour son implication effective dans la gestion de cette crise.

Il adresse également à Monsieur le Gouverneur de Région ses remerciements pour ses efforts louables consentis dans la prévention et la gestion de cette crise.

Au Gouvernement du Professeur ALPHA CONDE, toutes ses reconnaissances pour les bonnes dispositions prises dans le cadre du dénouement heureux de cette crise.

Vive la Coopération Internationale

Vive la Paix

Vive l'unité Nationale

Vive le Professeur Alpha Condé

N'zérékoré le 07 Août 2012

Le Président du Conseil des Sages

MOLOU HOLOMO HAZALY ZOGBELEMOU